



Le chômage des jeunes face à la Covid-19

Dominique Redor

► To cite this version:

| Dominique Redor. Le chômage des jeunes face à la Covid-19. 2020. <hal-03125713>

HAL Id: hal-03125713

<https://hal.science/hal-03125713v1>

Submitted on 29 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

LE CHÔMAGE DES JEUNES FACE À LA COVID 19

Depuis de nombreuses années, les jeunes (de 16 à 24 ans) ni en étude, ni en emploi, ni en formation, sont très nombreux en France, par rapport à l'Allemagne et aux pays d'Europe du nord. De plus, la crise de l'emploi liée à la Covid 19 impacte les jeunes davantage que les classes d'un âge plus élevé. Le « plan jeunes » de Juillet 2020 est conçu pour amortir le choc de la crise sur l'emploi des jeunes pour les années 2020 et 2021. Même si ce plan atteint son objectif, à l'issue de la crise, les différences d'accès au marché du travail entre les jeunes diplômés de notre système d'enseignement et les « décrocheurs » risquent de s'aggraver. Une action publique résolue de long terme, s'attaquant aux inégalités qui prennent leur origine dans ce système, est nécessaire pour diminuer fortement le nombre de jeunes dont le parcours est marqué par la précarité, le chômage, voire l'inactivité.

LE CHÔMAGE DES JEUNES AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2020

Au début de l'année 2020, parmi les jeunes actifs de la classe d'âge 16 à 24 ans, 18,7% étaient chômeurs (pour un taux de chômage moyen, pour l'ensemble de la population active de 7,8%). Néanmoins les actifs étaient minoritaires dans cette classe d'âge, car les jeunes scolarisés et étudiants, les plus nombreux, sont considérés comme inactifs (tableau 1).

Mais la distinction entre actifs et inactifs n'est pas totalement satisfaisante pour les jeunes. En effet, certains forment une catégorie définie par les organisations nationales et internationales comme les jeunes ni en étude, ni emploi, ni en formation (NEET, Not in Employment Education or Training selon l'acronyme employé par l'administration française que nous conservons ci-après). D'après Eurostat¹, en 2019, ces jeunes représentaient 963 000 personnes, soit 13,6% du total de l'effectif de la classe d'âge des 16 à 24 ans. Au niveau européen, les pays qui obtenaient les meilleurs résultats pour diminuer la proportion de NEET parmi les

jeunes étaient les Pays-Bas (5,7%), la Suède (6,3%), et l'Allemagne (6,3%). A l'opposé, on trouve l'Italie (22,2%), la Grèce (17,7%), et l'Espagne (14,9%).

Pour l'année 2018, la DARES (du Ministère du travail)² a calculé le nombre de NEET (963 000), non plus par rapport à la totalité de la classe d'âge (7 070 000), mais par rapport aux jeunes qui étaient déjà sortis du système d'éducation initiale (avec ou sans diplôme : 3 450 000), cette proportion s'élevait alors à 27,9%. De plus elle montait à 67% parmi ceux qui étaient sortis du système d'éducation initiale sans diplôme. Elle était de 34% pour ceux qui avaient un CAP ou un BEP, et de 24% pour ceux qui avaient seulement le baccalauréat. Parmi les NEET, 53% recherchaient activement un emploi, et étaient donc considérés comme chômeurs. Les autres qui se déclaraient inactifs, pour certains gardaient leurs jeunes enfants (surtout pour les jeunes femmes), accompagnaient une personne dépendante, ou étaient découragés de rechercher un emploi ou encore étaient dans un état de santé dégradé.

Une particularité des jeunes actifs est que leur durée moyenne de chômage est relativement faible. En effet, en 2019, alors que la durée moyenne passée au chômage par les jeunes était de 8,5 mois, celle des personnes d'âge pleinement actif (25 à 54 ans) était presque le double : 16 mois, et celles des chômeurs de plus de 54 ans était de 26 mois³. D'une manière générale, les jeunes qui se présentent sur le marché du travail sont plus mobiles que leurs aînés. En effet, ils occupent des emplois précaires, alternant rapidement des périodes d'emploi et de chômage. Leur salaire moins élevé que celui des actifs plus âgés, peut également inciter certains employeurs à les préférer à leurs aînés. Mais la classe d'âge des 16 à 24 ans est très hétérogène. Les diplômés de l'enseignement supérieur, dont le taux de chômage est relativement faible, ont une durée de recherche de l'emploi relativement courte. A l'opposé se trouvent la plupart des NEET, sortis de la formation sans diplôme, et qui, pour certains d'entre eux, ont renoncé à chercher un emploi.

TABLEAU 1 : EMPLOI, CHÔMAGE, INACTIVITÉ DES JEUNES (16 À 24 ANS) AU DÉBUT DE L'ANNÉE 2020

Effectif total de la classe d'âge 16 à 24 ans :	7 070 000
- Actifs	2 833 000
- Inactifs (y compris jeunes scolarisés et étudiants)	4 237 000
Parmi les actifs :	
- Ayant un emploi	2 291 000
- Chômeurs	530 000
Taux de chômage (chômeurs/actifs) :	18,7 %
- Sans diplôme	35,9 %
- Diplômés de l'enseignement supérieur	11,2 %
Ni en étude, ni en emploi, ni en formation (NEET)	963 000
- Part des NEET/effectif total de la classe d'âge	13,6 %
- Part des NEET/effectif de jeunes sortis du système d'enseignement secondaire et supérieur (avec ou sans diplôme)	27,9 %

Source : INSEE : pour la population totale, et la population active et inactive et les chômeurs, disponible sur www.insee.fr. DARES : « Les jeunes ni en étude, ni en emploi, ni en formation (NEET), quels profils, quels parcours ? », dans Analyses, Février 2020, n.006, disponible sur : dares.travail-emploi.gouv.fr

1. Jeunes ne travaillant pas et ne suivant ni études, ni formation (NEET), tableau [SDG-08-20], disponible sur <https://ec.europa.eu/eurostat/data/database>.

2 DARES : « Les jeunes ni en étude, ni en emploi, ni en formation (NEET), quels profils, quels parcours », dans Analyses, Février 2020, n.006, disponible sur : dares.travail-emploi.gouv.fr

3. OCDE, Durée moyenne du chômage, disponible sur www.stats.oecd.org

L'IMPACT DE LA COVID 19 SUR L'EMPLOI ET LE CHÔMAGE DES JEUNES

Les évaluations les plus récentes de l'impact de la crise de la Covid 19 sur l'emploi font apparaître une rapide montée des demandeurs d'emploi à Pole Emploi qui concerne toutes les catégories d'actifs et spécialement les jeunes. Même si la mise en place du chômage partiel a contribué à amortir le choc de l'épidémie sur l'emploi, le nombre de demandeurs inscrits à Pôle Emploi de 16 à 24 ans de la catégorie A (n'ayant pas travaillé au cours du trimestre) a augmenté de 15,2% du premier trimestre 2020, au troisième trimestre. Pour l'ensemble des classes d'âge, cette augmentation est de 11,5%⁴.

L'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi résulte pour la plus grande partie de la baisse des embauches par les entreprises. Selon une enquête de la DARES réalisée en septembre 2020⁵ auprès des entreprises privées de plus de 10 salariés, 32% des salariés sont employés par des entreprises qui ont vu leur activité baisser du fait de l'épidémie.

TABLEAU 2 : L'IMPACT DE LA CRISE SUR LES DEMANDEURS D'EMPLOI DE 16 À 24 ANS, ET SUR LES OFFRES QUI LEUR SONT DESTINÉES

	16 à 24 ans	Toutes classe d'âge
Augmentation du nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A), du 1 ^{er} au 3 ^e trimestre 2020 (Pôle Emploi)	15,2 %	11,5 %
Baisse du nombre d'offres d'emploi de cadres du 3 ^e trimestre 2019 au 3 ^e trimestre 2020 (APEC)	-37 % (cadres débutants)	-23 %

Source : Pôle Emploi (2020), Chômage et demandeurs d'emploi, 3^e trimestre disponible sur <https://statistique.pole-emploi.org>
APEC (2020), Intention de recrutement et de mobilité des cadres, Baromètre, 4^e trimestre, disponible sur <https://corporate.apec.fr>

Ces entreprises ont réduit leur embauche en ne renouvelant pas les CDD (pour 41% d'entre elles), ou en annulant et reportant les embauches prévues (pour 47% d'entre elles). La baisse des recrutements par les entreprises est également attestée par la chute des offres d'emplois transmises à Pôle Emploi par les employeurs, elle est de 25% du deuxième trimestre 2019 au deuxième trimestre 2020 (tous âges confondus).

Cependant tous les jeunes ne sont pas dans la même situation sur le marché du travail et la crise actuelle risque de creuser encore ces inégalités. En effet, l'impact de la crise est très différencié suivant les secteurs et les types d'emploi. Les secteurs qui ont perdu le plus d'emplois se trouvent dans les services tels que la restauration, hôtellerie, le tourisme, le commerce traditionnel. Les activités correspondantes emploient une main d'œuvre peu ou pas qualifiée. A l'inverse, les activités qui résistent le mieux sont à haute valeur ajoutée. Il s'agit des celles qui sont liées à l'économie numérique, à l'informatique, et la recherche-développement qui emploient des personnes hautement qualifiées. Pour la sortie de crise, selon la DARES, ce sont ces mêmes activités qui anticipent les plus forts recrutements.

Ainsi la crise ne fait que renforcer les inégalités et déséquilibres hérités d'une longue évolution défavorable aux jeunes les moins qualifiés. Par rapport à ces évolutions quelles politiques mettre en place ?

4. Pôle Emploi (2020), Chômage et demandeurs d'emplois, 3^e trimestre, disponible sur <https://statistique.pole-emploi.org>

5. DARES (2020), « Activité et conditions de l'emploi de la main d'œuvre pendant la crise du COVID 19 », synthèse de l'enquête Flash, Septembre, disponible sur : dares.travail-emploi.gouv.fr

QUELS REMÈDES AU CHÔMAGE DES JEUNES FACE À LA CRISE DE LA COVID 19 ?

Tout d'abord, le plan « 1jeune1solution » qui date de juillet 2020 prévoit des aides au recrutement de jeunes en apprentissage ou en contrat de professionnalisation. Celles-ci sont naturellement une bonne initiative car ces dispositifs ont montré leur efficacité par le passé. Mais ils ne peuvent pas être une solution pour les jeunes les plus éloignés de l'emploi qui n'ont pas les bases nécessaires pour être admis dans les établissements d'enseignement et recrutés par les entreprises. De plus, l'initiative de formation vers les métiers d'avenir (transition écologique, numérique, santé) correspond à un réel besoin de l'économie française. Tout dépendra de sa mise en œuvre. Les formations devront allier un socle suffisant de connaissances générales et des connaissances et pratiques en termes de « métiers ».

Pour ce qui est des universités, à la suite du nombre très élevé d'admis au baccalauréat en 2020, les effectifs étudiants à la rentrée ont augmenté de 50 000 (passant de 2 750 000 à 2 800 000). Les 10 000 places supplémentaires qui s'ajoutent aux 20 000, qui étaient déjà prévues, sont insuffisantes et vont accroître encore la tension sur les capacités d'accueil des universités et les conditions de travail des étudiants. Alors que le taux d'échec en premier cycle universitaire est toujours très élevé, il est à craindre que le nombre de « décrocheurs » de l'enseignement supérieur n'augmente encore. L'accompagnement des jeunes éloignés de l'emploi fait appel aux emplois aidés qui remontent en puissance après les restrictions imposées en 2017 et 2018. Leur avantage est qu'ils fournissent un revenu à la personne qui

travaille dans ce cadre. Toutefois l'expérience du passé a montré que ce n'était pas le plus souvent une solution durable (beaucoup de personnes au sortir de l'emploi aidé se retrouvent au chômage). Enfin le dispositif « garantie jeunes » est relativement ancien (2013). Il s'agit d'un accompagnement collectif des jeunes qui sont placés par les missions locales de l'emploi très rapidement en situation d'emploi : découverte de l'entreprise, stages, premier emploi. Les évaluations de ce dispositif montrent qu'une proportion significative des jeunes pris en charge est effectivement insérée dans l'emploi⁶. Mais une majorité reste au

Encadré 1

Le plan : #1jeune1solution disponible sur : <https://travail-emploi.gouv.fr/actualites/>

Ce plan a été décidé par le gouvernement pour faire face à la crise de la Covid 19. Il comprend 3 grands volets.

1. Subventions à l'embauche de jeunes.

- Allègement des charges sociales allant jusqu'à 4 000 euros sur une année pour l'embauche en CDD ou CDI d'un jeune de moins de 25 ans, embauché entre août 2020 et janvier 2021.
- Aide exceptionnelle de 8 000 euros sur un an pour les entreprises qui prennent un jeune en apprentissage ou en contrat de professionnalisation.

2. Former les jeunes vers des secteurs et métiers d'avenir.

- Dans le cadre du PIC (Plan Investissement Connaissance), 100 000 nouvelles formations qualifiantes seront proposées aux jeunes sans qualification dans les métiers de la transition écologique, du numérique et de la santé. Des parcours spécialisés sont prévus pour les « décrocheurs », de 16 à 18 ans (4 mois assurés par l'AFPA).
- 10 000 places supplémentaires sont prévues dans les universités ainsi que la création de 20 campus numériques en 2020 et 100 en 2021.

3. Accompagner les jeunes éloignés de l'emploi au moyen de parcours d'insertion sur mesure.

- 110 000 contrats aidés dédiés aux jeunes sont budgétés sous forme de parcours emploi-compétence ou de contrats initiative-emploi (CIE).
- Pour l'accompagnement vers l'emploi : 50 000 places supplémentaires sont prévues dans le dispositif « garantie jeunes » en 2021 (qui s'ajoutent aux 100 000 initialement prévues).

6. Farvaque C., C.Kramme, C.Tuchszirer (2016), « La garantie jeunes dans les missions locales », *Connaissance de l'emploi* n.34, décembre, disponible sur : www.ceet.cnam.fr

chômage à l'issue du parcours, voire reste inactive (difficultés de santé, psychiques ou familiales).

Au total, le dispositif « 1jeune1solution », est un plan d'urgence adapté à une situation conjoncturelle, qui part de l'idée que l'épidémie sera de courte durée. A plus long terme, lorsque l'épidémie sera terminée, il est fort probable que le chômage et l'inactivité des jeunes reviendront au point où ils étaient avant la crise. Abaisser fortement le chômage et l'inactivité des jeunes à un niveau comparable à l'Europe du nord est un redoutable défi pour notre pays. Les recherches menées par les organisations internationales⁷ montrent que les différences entre les élèves qui obtiennent les meilleurs résultats aux tests d'aptitude et de connaissance d'une part, et les plus faibles d'autre part, sont en France parmi les plus élevées de tous les pays développés. Ces mêmes études montrent que ces inégalités sont étroitement liées à l'origine sociale des élèves et à la localisation géographique des établissements scolaires. C'est donc la

ségrégation entre établissements scolaires et entre quartiers et lieux d'habitation qui est en cause. Elle est à l'origine des générations de « décrocheurs » et de NEET. Une volonté politique, agissant sur le long terme, et qui s'attaquerait aux racines de la ségrégation des établissements d'enseignement, du primaire au supérieur, est nécessaire si l'on veut réellement contrecarrer la tendance de notre pays à laisser de très nombreux jeunes sur le bord de la route.

Dominique Redor, Professeur Emérite
à l'université de Paris-Est
Chercheur associé au CEET (CNAM)

7. Voir en particulier l'enquête PISA de l'OCDE sur le site : <https://www.oecd.org/pisa/>